

Bruxelles, 500 dans le Brabant wallon, la Flandre wallonne, le Namurois et le Luxembourg, 2.000 à Liège et 3.000 dans le Hainaut).

Si l'on veut étudier les rapports entre ces différentes couches et l'appareil, on arrive aux conclusions suivantes :

1) La masse de l'arrière-garde n'a pas pu être mobilisée dans la grève, soit parce qu'elle obéissait aux mots d'ordre de son appareil (celui de la C.S.C.) et n'aurait marché que dans le cas d'une unité d'action F.G.T.B.-C.S.C., soit parce que le moment propice pour l'entraîner dans la lutte a été raté pendant la première semaine.

2) En grande majorité les travailleurs F.G.T.B. ont suivi leur appareil, en le critiquant, mais sans le déborder, ni au moment du déclenchement de la lutte, ni au moment de la reprise.

3) Seule l'avant-garde a commencé à déborder l'appareil, dans la mesure où celui-ci freinait la lutte, ou s'avérait simplement incapable de l'organiser (notamment à Bruxelles). Mais ce débordement a abouti à trois situations différentes :

a) Dans une partie du Pays Noir, ainsi que partiellement à Bruxelles et à Anvers, une nouvelle direction est surgie de la base, dans divers comités de grève locaux, pour prendre en main la lutte.

b) Partout ailleurs, l'appareil s'est adapté rapidement à l'avant-garde radicalisée et a, de ce fait, progressivement repris en main la direction : les comités de grève de Liège, dans le Borinage, dans le Centre, dans la majeure partie des communes de Charleroi, dans le Namurois, et à Gand, furent dirigés par les dirigeants syndicaux en place.

c) Dans le Centre et dans le Borinage, il y eut une situation intermédiaire : des comités de grève furent en partie formés par l'appareil, en partie constitués par la base, mais placés sous le contrôle de l'appareil régional.

Le Bureau de la F.G.T.B. ayant pratiquement abdiqué, le Comité de coordination des Régionales wallonnes de la F.G.T.B. (c'est-à-dire la tendance Renard) prit en main la direction de la grève, qui n'échappa à cette direction (et ce encore dans une mesure toute relative) qu'en quelques endroits, ou dans quelques secteurs d'Anvers, de Bruxelles et de Charleroi.

Toute tentative de promouvoir, par l'agitation, la création immédiate d'une nouvelle direction nationale de grève — par exemple par la convocation d'un congrès national des comités de grève — était dès lors vouée à l'échec. Le seul moyen dont disposait une tendance marxiste-révolutionnaire pour influencer directement la direction nationale de la grève, ce fut soit le remplacement régional de certains leaders (notamment par la création d'un comité régional de grève, ce qui n'a pu être réalisé nulle part), et la participation, par ce biais, au comité de coordination, soit la pression indirecte sur ce comité par des initiatives parties de la base, dans les régions où elle était la plus avancée.

Le gros des grévistes est entré dans la lutte pour défendre des droits acquis ou son niveau de vie contre une offensive de la réaction. L'arrière-garde ne fut pas suffisamment informée sur la portée de la « loi unique », ou ne fut pas suffisamment consciente, pour participer à

la lutte. Pour l'entraîner, il eût fallu des revendications plus simples, immédiates : augmentation des salaires, etc. L'avant-garde, au contraire, voulut élargir les objectifs de la lutte. Mais elle ne put envisager d'autre extension de ceux-ci que vers les objectifs officiels du mouvement ouvrier, c'est-à-dire vers le programme des « réformes de structure » prônés dès le début de la grève par la gauche socialiste, plus tard par la tendance Renard. Ce n'est que sporadiquement que d'autres mots d'ordre furent avancés par ci par là (quarante heures, trois semaines de congé, République, etc.), sans mordre réellement sur l'avant-garde et sans provoquer des échos réels dans la classe.

Dans la deuxième phase de la grève, la tendance Renard, puis des directions régionales du P.S.B., se sont efforcées d'injecter des objectifs politiques nouveaux dans la grève (fédéralisme politique, fédéralisme syndical, etc.), avec des résultats divers (forts échos à Liège, dans le Borinage, dans le Namurois ; échos plus mitigés dans le Centre, à Charleroi et à Verviers ; réactions négatives à Bruxelles). La grève étant à ce moment déjà en recul, ces mots d'ordre n'étaient certainement pas aptes à amener de nouvelles couches dans la bataille.

Il faut donc conclure que pas plus sur le plan des objectifs de la grève que sur celui des formes d'organisation, une tendance marxiste révolutionnaire n'aurait pu, avec succès, déclencher l'agitation pour substituer ses objectifs propres aux objectifs reconnus dans l'ensemble par l'avant-garde. Son agitation programmatique aurait donc dû se limiter à prendre au mot les dirigeants de la F.G.T.B. (et surtout la tendance Renard), à axer la grève sur les « réformes de structure », à vider celles-ci de toute ambiguïté, et à leur donner le sens de revendications transitoires nettement anti-capitalistes. Son agitation aurait dû être orientée essentiellement vers des objectifs d'action susceptibles d'être compris et appliqués en pratique par l'avant-garde.

Par contre, sur le plan de la propagande, le climat propice créé par la grève aurait dû être exploité par une tendance marxiste révolutionnaire pour dégager un certain nombre de thèmes d'éducation de l'avant-garde, d'élévation de son niveau de conscience, de préparation à des luttes futures. Cette propagande aurait dû porter sur le caractère semi-révolutionnaire de toute grève générale réussie, sur la création, sous forme embryonnaire, d'une dualité de pouvoir, sur la nécessité de poser la question du pouvoir, sur la nature de l'Etat bourgeois et la nature du gouvernement et de l'Etat par lequel la classe ouvrière devrait remplacer ce gouvernement et cet Etat bourgeois.

Une formule gouvernementale précise n'aurait pu être lancée par voie d'agitation que dans deux éventualités :

a) Celle d'une participation de la C.S.C. à la lutte dès la première phase, qu'une crise gouvernementale eût été ouverte ou non par suite de cette participation ; pareille participation aurait immédiatement donné un sens à la formule : « gouvernement P.S.B.-F.G.T.B.-C.S.C. »

b) Celle d'une action politique d'ensemble de l'avant-garde au cours de la grève (par exemple si la proposition faite par la gauche socialiste d'une « marche sur Bruxelles » avait été acceptée), action qui